(A)

(N° 63.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 5 FÉVRIER 1925

Rapport de la Commission des Travaux publics et des Affaires Économiques, chargée de l'examen du Budget du Ministère des Affaires Économi- ques pour l'exercice 1925.

(Voir le n° 5-XIV du Sénat.)

Présents : MM. THIÉBAUT, président ; le chevalier DE GHELLINCK D'ELSE-
GHEM, DEPONTIEU, LEFEBVRE, POLET, VAN VLAENDEREN et le baron
GILLÈS DE PELICHY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le Projet de Budget du Ministère des Affaires économiques comporte
pour l'exercice 1925 :

En dépenses ordinaires	fr.	1,552,600
En dépenses exceptionnelles		99,000

Soit ensemble la somme de . fr. 1,651,600

L'attention de votre Commission s'est portée principalement, cette année,
sur les points suivants :

I. — Le développement des services de l'Office des Métiers et Négoces :
Problème du recrutement des apprentis ; modernisation de l'outillage
artisanal.

II. — Les reconstructions dans les régions dévastées. L'Œuvre du
fonds du Roi Albert ; sa contribution au repeuplement et au relèvement
des ruines dans ces contrées si éprouvées.

III. — Le rendement des tribunaux de dommages de guerre.

IV. — Le rendement des services de liquidation des indemnités.

V. — Les réductions possibles du personnel et des dépenses.

CHAPITRE PREMIER.

LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE L'OFFICE DES MÉTIERS ET NÉGOCES.
PROBLÈME DU RECRUTEMENT DES APPRENTIS; MODERNISATION DE L'OUTILLAGE ARTISANAL.

Ordonnateur et créateur d'une très large part de notre production nationale, l'artisanat en est à la fois « le cerveau et la main » (1). Il réunit aussi en lui le capital-argent et le capital-travail. Il se fonde sur la connaissance des règles d'un métier et la pratique habile de son exercice. Il est, comme le disait récemment encore un Ministre, à l'assemblée jubilaire célébrant le 25^e anniversaire de la création de la Chambre des Métiers d'Alsace, une forme de production « qui impose à l'individu sa responsabilité en échange de sa liberté, et, ainsi recruté, il entretient une élite ».

« L'artisanat, ajoutait encore cet homme d'État, c'est le foyer élargi, c'est la famille, croissant et prospérant à l'abri tutélaire d'un métier, c'est l'enfant haussé de l'état misérable de manœuvre à l'apprentissage, garantie de l'avenir ; c'est l'adulte curieux ; parce qu'il a appris, il veut continuer à apprendre ; c'est un adulte devenant un maître des mains duquel sortent les objets faits avec conscience et goût et qui porteront toujours sur les marchés efficacement le bon renom du travail national. »

Ces paroles si éloquentes ne plaident-elles pas efficacement en faveur des *Chambres de Métiers*, que notre Conseil supérieur des Métiers et Négoces demanda en 1922 et que l'Agriculture réalisa pour ses ressortissants par l'arrêté royal du 15 septembre 1924 ?

Élément de pondération économique, de conciliation et de progrès, l'artisanat, et avec lui le groupe tout entier des classes moyennes, méritent largement l'aide et la protection des pouvoirs publics.

Aussi votre Commission a-t-elle pris acte avec une vive satisfaction de l'accueil fait par le Gouvernement aux suggestions qu'elle avait émises lors de l'examen du budget des Métiers et Négoces pour l'exercice 1924.

Les développements explicatifs imprimés en regard de divers articles du nouveau budget, font prévoir que l'Office entreprendra, cette année, des travaux depuis longtemps réclamés, tels cette statistique professionnelle qui conditionne tous les aspects du problème du recrutement des Métiers et Négoces, l'organisation d'un contrôle de l'apprentissage et certaines études auxquelles des compétences extra-administratives seront associées. Sur ce dernier point, ne serait-il pas opportun d'utiliser une partie du crédit dont nous vous proposons l'adoption, à des recherches monographiques sur la vente en détail de quelques-unes des denrées particulièrement intéressantes pour la masse des consommateurs ? Ces recherches, dégagées des impédiments statistiques, devraient mettre en évidence le processus de la formation du prix de vente en remontant dans chaque cas jusqu'au point de départ.

Mieux informés, le législateur et les associations intéressées pourraient conjuguer leurs efforts, soit pour simplifier un circuit dans les méthodes commerciales, soit pour éliminer des facteurs de cherté. En tout état de cause, l'opinion publique prendrait ainsi contact avec les réalités et, s'il y a des responsabilités, les connaîtrait avec plus de précision. L'arrêté royal organique de l'Office des Métiers et Négoces le charge de cette mission (art. 5).

(1) *Gazette des Métiers*, numéro du 7 mars 1924.

Deux questions ont retenu en ordre principal l'attention de la Commission : *la modernisation de l'outillage artisanal et le recrutement des Métiers et Négoces.*

I. La question de l'outillage est « le » problème du jour ; on en a donné trois raisons, également péremptoires.

La première, c'est que l'intensification de la production est une question vitale pour l'économie nationale et qu'elle ne peut se résoudre pour l'artisanat qu'en fonction de la modernisation de son outillage.

La seconde, c'est le coût élevé, et probablement destiné à croître encore, des machines, de leur transport et de leur agencement.

La troisième, c'est que si l'électrification des campagnes progresse, elle est loin d'avoir atteint son parachèvement.

C'est avec raison que le Gouvernement vous propose de continuer à se rapprocher du chiffre du budget de 1914 (45,000 francs-or), quant aux crédits pour encouragements à donner à la modernisation de l'outillage artisanal et notamment à l'utilisation de la force motrice électrique. De leur côté, quatre administrations provinciales ont inscrit à leurs budgets respectifs des crédits complétant les subsides de l'Etat. C'est un exemple à suivre.

Plus l'électricité pénètre dans les régions éloignées des centres d'enseignement professionnel intensif, plus il faut assister les artisans dans le choix de l'outillage. Leur incompetence pour apprécier la valeur et le prix des machines qui leur sont offertes, aux hasards d'une propagande commerciale, justifierait à elle seule l'intervention de l'Office des Métiers et Négoces. Il appartient aux associations professionnelles de faire apprécier par les intéressés toute l'importance de la collaboration des ingénieurs-conseils de l'Office.

Un obstacle sérieux se dresse cependant dans la voie féconde de la modernisation de l'outillage : le prix toujours plus élevé des machines et des moteurs, de leur transport, de leur placement.

C'est dans cette direction que nous croyons qu'il conviendrait de faire un effort immédiat.

Malgré des bonnes volontés persistantes et quelques tentatives louables, le crédit à l'outillage est encore à organiser.

Etant par nature un crédit à long terme, il immobilise des capitaux qui ne peuvent être demandés aux banques ; destiné à des modestes, il doit se dépouiller de tout formalisme.

Sagement appliqué, c'est un crédit de haute valeur, car il représente une intensification de la production ; mais, pour la généraliser, il faut lui trouver autre chose qu'une base réelle.

Nous tenons donc que l'intervention de l'Etat se légitime et que rien ne peut y suppléer.

Serait-il indispensable de recourir à la création d'un institut autonome ? Nous ne le pensons pas et les temps nous paraissent peu propices à des innovations de l'espèce.

La solution nous paraît devoir être cherchée dans les méthodes qui ont été appliquées avec succès à la reconstitution de la grande industrie, à l'armement national, à l'exportation, à la réparation des dommages de guerre, à l'intensification de la construction d'habitations à bon marché.

Les artisans qui, actuellement, sollicitent l'intervention de l'Etat, commencent par s'affilier à une société coopérative à responsabilité limitée. Voilà le point de départ du crédit personnel cautionné.

Pour peu qu'on développe la pratique de ces groupements, nous avons la société de caution mutuelle, signature bancable.

Il existe un certain nombre de petites institutions de crédit mutuel, dénommées banques de classes moyennes, qui sont en voie de pourvoir à la lacune créée par la disparition ou la transformation des banques populaires d'autrefois. La plupart se rattachent à une institution centrale, qui au lieu d'être fédérative, tend à se constituer en institut à filiales.

On ne peut demander ni aux banques de classes moyennes isolément, ni à leurs centrales, d'immobiliser leurs fonds dans les prêts à long terme que réclame la modernisation de l'outillage.

Mais tout au moins la centrale présente déjà une surface qui justifierait l'émission d'obligations, conditionnées, comme celles des instituts de crédit foncier, par les échéances de prêts à l'outillage.

Si le montant de ces obligations correspond à celui des prêts pour l'outillage, ce papier est sain et peut trouver un marché.

Pour amorcer ce marché, nous préconisons la garantie de l'État et le patronage de la Caisse d'épargne et de retraite de l'État.

Une partie du fonds de réserve de la Caisse d'épargne peut être immobilisée : pareilles obligations endossées par l'État devraient entrer dans ce portefeuille.

Peu de mécomptes seraient à craindre si, grâce à une surveillance suffisante sur les établissements autorisés à émettre ces obligations spéciales, chaque titre représentait une modernisation d'outillage effectuée.

Le crédit à l'outillage ainsi organisé ne serait peut-être pas aussi bon marché qu'on voudrait le voir, mais nul crédit n'est bon marché, par le temps qui court, et il y a bien des chances pour qu'il revienne, en fin de compte, à meilleur marché que le crédit consenti par les constructeurs ou vendeurs de machines.

Le fait capital, c'est qu'il serait accessible à de larges tranches de la population industrielle actuellement exclues des avantages du crédit.

D'ailleurs, pour alléger dans une certaine mesure les charges d'intérêt, les pouvoirs publics, y compris les provinces et les communes, pourraient intervenir ou reviser leur coefficient de primes d'encouragement.

II. La modernisation de l'outillage sauvera les artisans de notre génération, mais l'avenir pose un autre problème non moins grave : la disparition progressive des artisans très qualifiés.

La petite industrie d'art porte à un degré éminent la marque de son pays. Tandis que la barre d'acier, le fer en gueuse, la tonne de charbon se couvrent d'un anonymat international, la dentelle parle des Flandres ; la dinanderie, de Bruges et de Dinant ; la boissellerie peinte, de Spa ; la ferronnerie figolée, du pays d'Anvers comme la boissellerie sculptée parle de la Suisse et l'article de Paris crie son origine.

Toutes ces productions requièrent une formation patiente et profonde, l'épanouissement intégral d'une personnalité. Cependant, dans notre mentalité d'après guerre, on prétend brûler toutes les étapes et se contenter de tous les à peu près.

À côté de cette branche importante de la production artisanale, il y a d'autres travaux, de première nécessité et qui réclament une main-d'œuvre très qualifiée : nous citerons notamment l'horlogerie.

Le problème qui se pose n'est pas seulement de savoir comment et par qui faire instruire les recrues pour ces professions : avant tout il faudrait avoir des candidats et ici, encore une fois, l'intervention des pouvoirs publics paraît indispensable.

L'obstacle est d'ordre financier : les familles et souvent les adolescents eux-mêmes, ne peuvent ou ne veulent pas se priver d'un avantage immédiat ; l'appel de la grande industrie est encore trop pressant.

Il s'agirait donc d'encourager ceux qui voudraient mais ne peuvent embrasser des carrières artisanales à formation lente. La formule est expérimentée avec quelques succès dans un pays voisin, et le libellé du budget qui vous est soumis nous permet d'escompter une tentative analogue ; il mentionne en effet, parmi les dépenses prévues, « *la constitution d'un fonds pour l'allocation de bourses sous forme de prêts d'honneur dans certains métiers.* »

Si les provinces et les communes complètent les sommes que l'État peut consacrer à l'alimentation de ce fonds, si les grandes fédérations professionnelles, soucieuses de l'avenir, y vont de leur cotisation, il sera possible de faire quelque chose, tout de suite, pour les recrutements les plus menacés et en faveur des candidats les mieux doués. Il n'y a pas de temps à perdre.

CHAPITRE II.

LES RECONSTRUCTIONS DANS LES RÉGIONS DÉVASTÉES. L'ŒUVRE DU FONDS DU ROI ALBERT ; SA CONTRIBUTION AU REPEUPLEMENT ET AU RELÈVEMENT DES RUINES DANS CES CONTRÉES SI ÉPROUVÉES.

Les statistiques accusent la destruction, chez nous, d'environ 1,300 *édifices publics* : églises, hôtels de ville, écoles, hôpitaux, etc. A la date du 31 décembre 1924, 1,156 de ceux-ci avaient été restaurés par l'Office des Régions dévastées ; 75 par l'initiative privée ; total : 1,231. Il ne reste donc plus que 69 édifices publics à remettre en état.

Le nombre des *habitations particulières* détruites ou endommagées, durant les hostilités, atteignit, pour l'ensemble du pays, environ 100,000. A la date du 31 décembre 1924, l'Office des Régions dévastées en avait reconstruit ou restauré 33,042 (1) ; l'initiative privée 63,468 ; total : 96,500. Il ne reste donc plus à reconstruire qu'environ 3,500 habitations (2).

Ce magnifique résultat n'est-il pas dû, avant tout, à l'effort persévérant, à l'indomptable énergie de nos populations ?

Leur louable initiative fut secondée d'une manière efficace par les pouvoirs publics. Elle le fut aussi par des œuvres privées. Au nombre de celles-ci le *Fonds du Roi Albert* mérite certes une mention spéciale.

Pourvoir aux nécessités *les plus immédiates* du logement dans les régions désertes et cahotiques de l'ancien front belge, faciliter par là leur relèvement, n'était pas chose facile au lendemain de la guerre.

Le *Fonds du Roi Albert* assumait courageusement cette lourde tâche. Il la mena à bonne fin.

La mise en liquidation de cet organisme (3) nous paraît une occasion de

(1) Ce chiffre ne comprend que les constructions définitives ; indépendamment de celles-ci des constructions *provisoires* ont été édifiées ; nombre approximatif : 12,000.

(2) Une bonne partie de ces habitations ne seront pas reconstruites, les propriétaires intéressés ayant renoncé à les rétablir ; pour les autres, la reconstruction est ou sera assurée par les propriétaires, sans l'intervention des services de reconstruction du Département ; ceux-ci n'ont plus à mettre en adjudication que 400 reconstructions environ.

A noter encore que les chiffres donnés, en ce qui concerne les reconstructions ou restaurations dues à l'initiative privée, sont certainement au-dessous de la réalité ; le recensement de ces reconstructions a été fait, en effet, par l'intermédiaire des administrations communales et quelques-unes de celles-ci seulement ont fourni les renseignements au 31 décembre dernier, de telle sorte que pour la plupart, l'administration centrale a dû conserver les chiffres du 30 septembre 1924.

(3) Arrêté Royal du 5 janvier 1925.

jeter un rapide coup d'œil sur l'œuvre accomplie par lui. Nous extrayons les notes qui vont suivre d'un rapport détaillé présenté récemment à son conseil d'administration.

Activité du Fonds du Roi Albert. — Créée aux heures tragiques et en exil, par arrêté-loi promulgué le 23 septembre 1916, cette œuvre privée, érigée en Établissement public, sous la présidence du Ministre de l'Intérieur, puis du Ministre des Affaires économiques, dut, au début, faute de crédits, limiter en grande partie son activité à des études relatives à la reconstruction.

Le Fonds créa pourtant, sans tarder, des comités correspondants en Hollande et en Angleterre ; des brochures de propagande furent répandues à l'étranger. Il put même passer quelques commandes importantes d'éléments de baraquements aux ateliers d'internés belges en Suisse. D'autre part, grâce à l'apport des dons (1 million du Belgian Relief Fund), 150 pavillons en bois, meublés, ainsi que quelques grands baraquements purent être érigés en Hollande et l'intervention généreuse (600,000 francs) de la Croix-Rouge américaine permit de construire tout un village en France, à Haut-Graville, pour les familles de réfugiés belges.

*
* *

L'installation du Fonds du Roi Albert en Belgique eut lieu au début de janvier 1919.

L'œuvre à accomplir était sans précédent. Le personnel ne se composait, en ce moment, que de cinq personnes ; tout était à créer et le temps nécessaire à une organisation méthodique faisait défaut.

Un premier crédit de 9,400,000 francs fut mis à la disposition du Fonds du Roi Albert, le 21 février 1919. Dès ce moment, son activité put se matérialiser. Les premières habitations furent construites et des ordres furent donnés aux entrepreneurs pour ramener immédiatement en Belgique l'important lot d'environ 1,600 baraquements, éparpillés dans toutes les provinces des Pays-Bas et dans de nombreux départements de la France. Ils y avaient été érigés par diverses œuvres de soutien des réfugiés belges.

Un deuxième versement de 30 millions fut fait le 6 juin 1919, ce qui permit aux services d'exécution de passer alors d'importantes commandes de baraquements.

Dès la fin de 1919, 3,000 logements provisoires étaient habités.

A la fin de juin 1920, 8,536 habitations et baraquements de toute nature étaient mis à la disposition des sinistrés.

Enfin, en novembre 1920, le Fonds du Roi Albert avait achevé la construction de près de 11,000 habitations et d'environ 800 grands baraquements dont :

- 145 écoles ;
- 55 églises ;
- 54 maisons communales ;
- 4 groupes de constructions pour hôpitaux ;
- 21 postes de gendarmerie ;
- 479 baraquements pour divers usages.

Grâce aux abris provisoires, érigés dans le courant de 1920, un noyau d'activité se trouvait créé dans chaque localité détruite. La vie renaissait, le culte et l'instruction étaient rétablis. Les administrations et les services

publics se réorganisaient. Enfin, la main-d'œuvre nécessaire à la reconstruction définitive pouvait être amenée sur place.

L'érection de 1.000 baraquements nouveaux fut encore décidée en 1920.

Dans le courant de 1921, le Fonds du Roi Albert avait ainsi construit des logements pouvant abriter près de 12,000 familles et il est certain que plus de 100,000 personnes ont trouvé abri dans ses baraquements.

Tous les bois nécessaires à la construction de ces abris furent fournis aux entrepreneurs par le Fonds du Roi Albert qui les préleva sur le stock de 130,000 mètres cubes de bois qu'il avait acheté au Service de la Récupération.

Quant aux réparations des immeubles endommagés et quant à la fourniture des matériaux de construction aux sinistrés, il fut décidé par M. le Ministre-Président que cette tâche incomberait à l'Office des Régions dévastées (loi du 8 avril 1919).

* * *

En septembre 1923, le Gouvernement sollicité d'intervenir pour parer à la crise du logement, fit encore appel au Fonds du Roi Albert.

Très peu de baraquements étant à ce moment disponibles, le Conseil décida de construire un millier de pavillons en bois d'un type amélioré et ce dans les communes qui s'engageraient, pendant dix ans, à payer une location de 5 p. c. du coût, à assurer l'entretien de ces habitations, à payer les impôts, etc.

Il est intéressant de signaler que parmi tous les types de constructions en bois fournies par des firmes belges ou étrangères, ce sont les pavillons *créés par les services techniques* du Fonds du Roi Albert qui eurent toujours la préférence des occupants. Un des types est à trois chambres et l'autre à cinq chambres, tous deux avec hangar en annexe.

* * *

En même temps que l'on construisait les baraquements, on faisait fabriquer le mobilier devant servir à garnir ces habitations provisoires.

Des commandes furent passées pour la fabrication de :

- 3,350 garde-robes ;
- 5,025 buffets ;
- 7,725 tables ;
- 8,900 bancs ;
- 2,000 bancs d'école ;
- 8,430 penderies ;
- 28,432 chaises ;
- 5,200 poêles-cuisinières ;
- 26,550 lits avec matelas et traversins ;
- 26,560 couvertures, etc.

Dix-huit grands dépôts-magasins furent établis dans diverses régions du pays.

Une scierie avec un atelier pour le travail du bois, exploitée pendant la guerre par l'armée belge à Adinkerke, fut remise en activité.

Dans cet atelier, qui occupait une soixantaine d'ouvriers, on fabriqua surtout du mobilier, des hangars, des w. c. et des panneaux pour l'aménagement des grands baraquements.

* * *

En 1922, une nouvelle mission fut confiée au Fonds du Roi Albert ; il fut chargé de racheter aux sinistrés, qui ne désiraient pas reconstruire leur immeuble, leurs droits aux indemnités pour dommages de guerre.

Il utilise les indemnités afférentes à ces dommages à la construction de maisons ouvrières ou pour personnes peu aisées.

C'est une opération financièrement saine, avantageuse pour le Trésor de l'État et qui permet de remplacer dans bien des cas, par des maisons ouvrières ou pour personnes peu aisées des immeubles qui, s'ils avaient été reconstruits dans leur état primitif, n'auraient plus répondu aux besoins actuels. 381 affaires de rachats de dommages de guerre ont été examinées jusqu'à présent et 47 dommages rachetés.

* * *

Le Fonds du Roi Albert a construit 81 maisons définitives en matériaux durs, dont :

- 55 maisons comme emploi de dommages de guerre ;
- 4 maisons pour douaniers à la demande de M. le Ministre de Finances ;
- 20 maisons à Jemappes et Visé à titre d'expérience de nouveaux matériaux ;
- 2 maisons au moyen de dons faits dans un but bien déterminé.

* * *

Le Gouvernement a mis successivement à la disposition du Fonds du Roi Albert :

Un subside de 405,000 francs pour couvrir les frais généraux de 1917 et 1918 ;

Un subside de 10 millions par arrêté-loi du 23 septembre 1916 ;

Un subside de 100 millions, figurant au budget de 1919 du Ministère de l'Intérieur ;

Un crédit de 50 millions, figurant au budget de 1920 du Ministère de l'Intérieur.

Ce dernier crédit de 50 millions a été reporté à l'article 80 du budget pour ordre de 1924, et le versement n'en a pas encore été demandé.

Le Fonds du Roi Albert a reçu en espèces des dons se montant à 2,914,800 francs et des dons en nature, comprenant principalement 775 baraquements de divers types.

Les donateurs de tous pays ont droit à la reconnaissance de la Belgique.

* * *

En dehors de la construction, le Fonds du Roi Albert a assuré la gestion complète de son patrimoine.

Le taux de location des baraquements a été fixé à 2 p. c. du coût jusqu'en janvier 1923. A partir de cette date, le taux a été porté à 4 p. c.

Les grands baraquements pour administrations publiques ont été loués à 5 p. c.

* * *

Les dirigeants du Fonds du Roi Albert ont toujours eu pour directives de procéder à la liquidation de tout ce qui n'était plus nécessaire à l'organisme et c'est d'après ces principes qu'actuellement :

1° Le personnel qui était de 196 fonctionnaires, agents et gens de service en 1920, est réduit à 47 personnes.

Cette réduction n'est pas seulement due à une moindre activité, mais aussi à l'expérience acquise par le personnel et à l'organisation des services. Elle sera accentuée dans une large mesure par la mise en liquidation du Fonds ;

2° Les matériaux et le matériel des dépôts-magasins sont liquidés et des 18 dépôts-magasins 17 sont supprimés ;

3° Environ 2,400 baraquements devenus sans emploi ont été vendus, ainsi que presque tout le mobilier.

4° La liquidation des dommages de guerre rachetés est à peu près terminée.

*
* *

Nous croyons intéressant de terminer cet exposé succinct en indiquant que depuis la création de l'organisme jusqu'au 1^{er} décembre 1924, le pourcentage des frais généraux d'administration, comprenant toutes les dépenses du service central et des services de province, est de 4.78 p. c. par rapport aux dépenses réellement effectuées et de 4.19 p. c. par rapport au total des dépenses et des recettes réellement effectuées. Les fonctions d'administrateur et celles de trésorier général sont exercées gratuitement.

*
* *

De nombreuses villes et communes demandent les baraquements devenus disponibles par suite de la reconstruction des régions dévastées. Elles s'engagent à les conserver au moins cinq ans, à payer tous les frais de transport, de remontage, d'entretien et de location.

Certaines villes et administrations communales qui n'ont pu obtenir immédiatement des baraquements, en ont fait construire à leurs frais, suivant les plans et renseignements du Fonds du Roi Albert.

Il résulte de ceci que le Fonds du Roi Albert non seulement a rempli la mission dont il avait été chargé, mais que, de plus, ses baraquements, lorsqu'ils ne sont plus indispensables aux sinistrés des régions dévastées, servent et serviront encore pendant de longues années, dans de nombreuses localités, à parer à la crise du logement dans des conditions réellement avantageuses pour la communauté.

Des membres de votre Commission ont manifesté le désir de voir adjoindre au Collège des liquidateurs du Fonds du Roi Albert un industriel et un commerçant.

CHAPITRE III.

LE RENDEMENT DES TRIBUNAUX DES DOMMAGES DE GUERRE.

Soucieuse du soulagement, aussi prompt que possible, qu'il importe de donner aux populations éprouvées par la guerre, votre Commission s'est informée du nombre de solutions intervenues et du montant des sommes

allouées à titre de dédommagement à la date du 31 décembre 1924. Voici les renseignements qui lui sont parvenus :

I. — DOMMAGES AUX BIENS.

A. — Solutions provisoires.

y compris celles se rapportant à des affaires ayant fait ultérieurement l'objet d'une décision définitive.

a) Nombre des jugements provisionnels	25,611	
Montant des sommes allouées		2,758,712,797 86
b) Nombre des avances de moins de 10,000 fr.	13,428	
Montant des sommes allouées		50,643,231 75
c) Nombre de bons de réquisition ordinaires.	1,696	
Montant des sommes allouées sur ces bons		282,111,784 20
d) Nombre des remboursements faits à la Banque Nationale d'avances consenties aux réquisitionnés par le Département d'émission de la Société Générale pendant l'occupation	892	
pour un montant de		78,475,019 12
e) Nombre des avances de 70 p. c.	52,788	
Montant des sommes allouées		375,025,336 13

B. — Solutions définitives.

a) Nombre de jugements	295,084	
Montant des sommes allouées		5,114,942,401 86
b) Nombre de transactions à l'intervention de l'Office des dommages de guerre	222,590	
Montant des sommes allouées		322,564,012 35
c) Nombre de transactions à l'intervention de la Fédération des coopératives	91,544	
Montant des sommes allouées		227,073,482 71
Soit au total.	609,218	

décisions définitives, représentant un montant total pour les indemnités allouées de fr. 5,664,579,896 92

Ces solutions définitives mettent fin à 935,726 demandes, soit environ 71 p. c. du nombre total des demandes introduites.

II. — DOMMAGES AUX PERSONNES.

Au 31 décembre 1924, 244,460 demandes avaient reçu une solution définitive. Il en restait 13,083 à juger, dont 3,052 étaient instruites et déposées aux greffes pour la mise au rôle des chambres.

A la même date, le nombre des jugements provisionnels et définitifs était de 257,284, chiffre qui ne comprend pas les jugements préparatoires et interlocutoires pour lesquels il n'a plus été tenu de statistique.

CHAPITRE IV.

LE RENDEMENT DES SERVICES DE LIQUIDATION DES INDEMNITÉS.

a) Le montant des liquidations pour dommages aux biens s'élevait au 21 décembre 1924 :

Par paiements en titres à	fr. 3,077,902,453 32
Par paiements en espèces à	4,174,869,612 52
	<hr/>
Total . fr.	7,252,772,065 84

b) Le montant des liquidations pour dommages aux personnes s'élevait à la même date, par paiements en espèces à

	fr. 392,304,662 45
	<hr/>
Total général . fr.	7,645,076,728 29

Ces liquidations comprennent le paiement de toutes les rentes temporaires, des sommes allouées en remboursement des frais médicaux et de suralimentation, ainsi que les indemnités de déportation. Elles comprennent de plus le paiement du premier terme des rentes permanentes calculé à partir de la date du fait dommageable jusqu'à l'expiration du trimestre pendant lequel a lieu l'approbation de la rente par la Cour des Comptes. Les termes subséquents ont été payés directement aux intéressés par le Département des Finances.

CHAPITRE V.

RÉDUCTIONS EFFECTUÉES EN 1924 DANS LE PERSONNEL DU DÉPARTEMENT, PRÉVISIONS QUANT AUX RÉDUCTIONS ENCORE POSSIBLES EN 1925 ET AUX ÉCONOMIES ESPÉRÉES.

Les progrès réalisés par les services chargés de la reconstitution des régions les plus éprouvées par la guerre, le rendement de plus en plus considérable des tribunaux des dommages de guerre et des services de liquidation, nous ont fait entrevoir la possibilité d'une réduction nouvelle et prochaine du personnel, ayant pour corollaire une compression plus accentuée des dépenses.

Consulté, à ce sujet, le Département des Affaires Economiques nous a confirmés dans cette opinion.

Voici sa réponse :

1° *Administration centrale.* — A l'Administration centrale de l'Office des Régions dévastées, la direction commerciale et celle des affaires générales ont été supprimées.

D'autre part, un emploi d'inspecteur général a été supprimé, deux fonctionnaires du Département des Finances qui remplissaient les fonctions d'inspecteur principal ont rejoint leur administration et n'ont pas été remplacés.

Pendant l'effectif de l'ensemble de l'Administration centrale est resté, en 1924, ce qu'il était en 1923, pour la raison que les éléments devenus disponibles par suite de la suppression des deux directions précitées ont été versés au Service des transactions en matière de dommages de guerre, service auquel on a continué à donner de l'extension en vue d'activer le règlement des petits dommages.

Pour l'année 1925, tout fait présumer que la situation à l'Administration centrale ne sera guère modifiée, sauf certains transferts de personnel de direction à direction, selon les nécessités nouvelles résultant de la liquidation des services extérieurs. C'est sur ces derniers services que doit porter l'effort de compression.

Mais les opérations inhérentes à cet effort n'allègent pas, bien au contraire, la tâche de l'Administration centrale, qui devra conserver jusqu'à la fin des effectifs suffisants et bien encadrés.

2° *Services extérieurs.* — Le personnel des Hauts Commissariats royaux a été réduit de plus de 100 agents, ce qui a eu pour conséquence de ramener, pour 1924, à 2,350,000 francs le montant des traitements qui était de 2,950,000 francs en 1923. De nouvelles réductions beaucoup plus importantes auront lieu successivement au cours de l'année 1925. Les travaux de reconstruction touchant à leur fin, il est même probable que les services extérieurs seront tous supprimés d'ici à la fin de l'année.

Le personnel des services provinciaux d'exploitation des transports, qui a été réduit de 44 employés et de 711 ouvriers en 1923, a été complètement licencié au 31 décembre 1924. Les prévisions globales pour le service de l'exploitation des transports dans les régions dévastées, qui étaient de 9,710,200 francs en 1923, ont été ramenées à 500,000 francs pour 1924 et sont nulles pour 1925 par suite de la suppression de ce service.

Le personnel des autres services provinciaux a été réduit de 28 unités au cours de l'année 1924, ce qui a eu pour conséquence de réaliser une économie de 200,000 francs comparativement à 1923. Ces services disparaîtront au cours de l'année 1925.

Le personnel des services des dommages de guerre (juridictions, commissariats de l'État, inspection du emploi), a été réduit de 255 unités, donnant une économie de 1,851,000 francs. À cette économie, il y a lieu d'ajouter les suivantes :

a) Suppression du tribunal des dommages de Tongres.	100,000 francs ;
b) Remplacement de 16 présidents au traitement de 13,500 francs par 16 magistrats au traitement de 5,000 fr.	136,000 —
c) Remplacement de 25 vice-présidents au traitement de 12,000 francs par 25 magistrats au traitement de 4,000 francs	200,000 —

Les prévisions quant aux réductions possibles en 1925 et les économies annuelles qui en résulteront, sont les suivantes :

Transfert des attributions des tribunaux de :

Marche (au 1^{er} janvier 1925) ;

Turnhout (au 1^{er} mars 1925) ;

Hasselt (au 1^{er} avril 1925) ;

Huy (au 1^{er} avril 1925) aux tribunaux de première instance ; à la suite de ce transfert seront supprimés les mandats et emplois ci-après :

4 présidents et 2 vice-présidents	52,500 francs ;
4 commissaires principaux	48,000 —
13 commissaires de l'État	130,000 —
4 greffiers	36,000 —
26 employés dactylographes	130,000 —

Total 396,500 francs.

D'autre part, on prévoit, dans le premier semestre de l'année 1925, la suppression des tribunaux de *Furnes*, *Nivelles* et *Neufchâteau*. Il sera mis fin de ce chef à 65 mandats et emplois auxquels une rétribution totale de 641.000 francs est afférente.

Enfin, d'autres suppressions suivront au cours de cette année et, parmi les premières, celles, notamment, des tribunaux de Verviers, Arlon, Dinant, Anvers, Malines, Audenarde, Gand, Termonde, Bruges, Courtrai, Ypres.

Suivant les prévisions actuelles, à la fin de l'année 1925, le travail des juridictions et commissariats des dommages de guerre sera très avancé dans les autres arrondissements, de telle manière que dans le cours de l'année 1926 il sera mis fin à la mission de tous ces organismes.

Tel est, Madame et Messieurs, le résumé des délibérations de votre Commission. Celle-ci a approuvé le budget qui vous est soumis.

Elle a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,
Baron CH. GILLÈS DE PELICHY.

Le Président,
F. THIÉBAUT.